

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Union européenne & co. (hors France) > Pays (UE) > **La politique italienne est-elle vraiment atteinte d'instabilité chronique ?**

La politique italienne est-elle vraiment atteinte d'instabilité chronique ?

lundi 1er août 2022, par [TOMINI Luca](#) (Date de rédaction antérieure : 31 juillet 2022).

La grande coalition qui soutenait le gouvernement de Mario Draghi n'aura duré qu'un an et demi. Des législatives anticipées ont été fixées à septembre prochain. Leur issue semble très ouverte.

Sommaire

- [Vers une recomposition du \(...\)](#)
- [Le conflit latent au sein \(...\)](#)
- [L'hétérogénéité des programmes](#)
- [L'inconnue du score des \(...\)](#)
- [Quelle posture pour le Parti](#)
- [Quel gouvernement, et pour \(...\)](#)

La [chute du gouvernement dirigé par Mario Draghi](#) signale-t-elle le début d'une nouvelle période d'instabilité politique pour l'Italie ?

La conclusion de cette expérience gouvernementale qui aura duré un an et demi a été provoquée au premier chef par les turbulences internes du [Mouvement 5 étoiles](#) (M5S), membre majeur de la coalition sortante.

Ces dernières semaines, le M5S, en pleine crise identitaire et en [baisse dans les sondages](#), n'a pas hésité à instrumentaliser des thèmes de [politique étrangère](#), de [politique économique](#) ou encore de [politique locale](#) pour tenter de gagner en visibilité en menaçant de ne plus voter la confiance au gouvernement.

Le 20 juillet, après une période confuse - le 14 juillet, Draghi avait déjà remis sa démission au président Mattarella, qui l'avait [refusée](#) -, les partis de droite appartenant à la coalition (la Ligue, de Matteo Salvini, et Forza Italia, de Silvio Berlusconi) ont, également pour des raisons politiques, choisi de retirer à leur tour leur soutien au gouvernement. Ce 20 juillet, la Ligue, Forza Italia et le M5S se sont abstenus lors d'un vote au Parlement d'une motion de confiance au gouvernement.

Dès le lendemain, le premier ministre remettait une nouvelle fois sa démission au président qui, cette fois, l'acceptait, et le chargeait de gérer les affaires courantes jusqu'aux prochaines élections.

Vers une recomposition du paysage politique

Ainsi se termine le gouvernement Draghi et l'apparente trêve entre les forces politiques qui avait permis une relative stabilité depuis un an et demi.

Cette stabilité était, dans tous les sens, précaire, parce qu'elle reposait sur un accord entre plusieurs acteurs politiques différents et fondamentalement opposés, et parce qu'il ne s'agissait que du troisième acte d'une législature qui a vu passer trois gouvernements soutenus par trois majorités différentes : le premier gouvernement Conte (juin 2018-août 2019), soutenu par le M5S et la Ligue se caractérisant par de fortes pressions anti-européennes et populistes ; le deuxième gouvernement Conte (septembre 2019-février 2021), soutenu par le M5S et le centre gauche (le Parti démocrate et l'alliance « Libres et égaux »), qui s'est essentiellement occupé de la pandémie et qui a négocié le plan européen [Next Generation EU](#) ; et enfin, le troisième gouvernement de grande coalition présidé par Mario Draghi et soutenu par tous les partis à l'exclusion des [Frères d'Italie](#) (extrême droite), qui a garanti la stabilité du pays dans le contexte européen et international et qui a supervisé la sortie de la pandémie et la mise en œuvre des premières phases du Next Generation EU.

[Près de 70 000 lecteurs font confiance à la newsletter de The Conversation pour mieux comprendre les grands enjeux du monde. [Abonnez-vous aujourd'hui](#)]

Désormais, le pays se dirige vers de nouvelles élections, prévues à la fin du mois de septembre. La compétition s'articule autour de [trois pôles](#) : d'abord, une alliance se présentant comme étant « de centre droit » - en réalité très déséquilibrée vers l'extrême droite de Matteo Salvini ([Lega Nord](#)) et surtout de Giorgia Meloni (Frères d'Italie), le troisième participant étant [Forza Italia](#) de Silvio Berlusconi, en perte d'attractivité auprès des électeurs centristes, dans le rôle du « junior partner » ; ensuite, un pôle de centre gauche actuellement en construction, formé par le [Parti démocrate](#) (PD), plusieurs partis de gauche, et une galaxie de partis centristes et libéraux qui souhaitent hériter de l'agenda politique de Mario Draghi ; et, enfin, le M5S qui, pour avoir été à l'origine de la chute du gouvernement Draghi, a été exclu des alliances avec le PD et semble se diriger vers l'insignifiance politique, ayant probablement épuisé sa fonction dans la politique italienne.

Les [sondages](#) semblent annoncer la victoire de la coalition de centre droit, notamment parce que le système électoral italien (un système mixte proportionnel/majoritaire) tend à récompenser les grandes coalitions pré-électorales et parce que l'absence d'un accord PD-M5S affaiblit indiscutablement le front opposé.

Cependant, malgré l'avance dans les sondages dont jouit actuellement la coalition de droite, le résultat des élections et surtout des négociations post-électorales en vue de la formation d'un nouveau gouvernement doit encore être considéré comme ouvert. Beaucoup dépendra évidemment de la campagne et de la capacité des partis à mobiliser leur électorat (dans un contexte de baisse continue de la participation) et à imposer efficacement leurs thèmes de prédilection dans le débat. En outre, quatre facteurs doivent être examinés très attentivement.

Le conflit latent au sein de la coalition de « centre droit »

Depuis plus de trente ans maintenant, les différentes coalitions électorales de centre droit ont toujours été dominées et, dans un certain sens, construites par Silvio Berlusconi, à travers le rôle prépondérant de son parti personnel, Forza Italia.

Désormais, le rôle de Berlusconi, aujourd'hui âgé de 85 ans, est résiduel et Forza Italia est réduit à être le partenaire junior de la coalition, les [derniers sondages](#) lui augurant un score modeste.

Le « moteur » politique de la coalition est Giorgia Meloni, leader du parti d'extrême droite Frères d'Italie, qui a l'ambition déclarée de devenir première ministre. De son côté, Matteo Salvini a vu inexorablement décliner sa Ligue ces dernières années, en raison de son leadership souvent incertain et de la concurrence de Meloni.

En résumé, derrière l'apparente unité, se cache une lutte pour le leadership à couteaux tirés, qui peut précariser à long terme un futur exécutif de centre droit.

L'hétérogénéité des programmes de la coalition de centre droit

Rappelons que les trois partis qui composent la coalition appartiennent à trois partis différents au Parlement européen : le [Parti populaire européen](#) pour Forza Italia ; le groupe [Identité et Démocratie](#) pour la Ligue du Nord ; et le [Parti des conservateurs et réformistes européens](#) pour les Frères d'Italie. Ces trois formations ont en effet des positions souvent éloignées sur une variété de questions.

À titre d'exemple, la Ligue et les Frères d'Italie embrassent l'euroscpticisme de leurs alliés du Rassemblement national en France et du Fidesz de Viktor Orban en Hongrie, à l'opposé de Forza Italia qui se veut profondément pro-européenne. Sur la guerre en Ukraine, les Frères d'Italie adoptent la position hostile à la Russie et résolument pro-ukrainienne des alliés polonais du PiS, tandis que la Ligue, elle, défend une vision pro-russe similaire à celle du RN en France ou du Parti de la liberté (FPÖ) en Autriche.

Par conséquent, un éventuel succès électoral de cette alliance ne serait pas une garantie de stabilité gouvernementale à long terme.

L'inconnue du score des partis libéraux centristes

La principale difficulté de la galaxie libérale et centriste (« Azione » de Carlo Calenda, « Italia Viva » de l'ancien premier ministre Matteo Renzi, « Insieme per il futuro » de l'actuel ministre des Affaires étrangères et ancien dirigeant du M5S Luigi di Maio) tient actuellement au manque d'un leadership évident, et aux tensions personnelles entre les leaders des partis qui la composent.

Cette mouvance bénéficie de sa proximité idéologique avec le gouvernement Draghi, l'ancien premier ministre étant encore bien vu par bon nombre de ses compatriotes, comme le montrent les [récents sondages](#).

Si ces partis parviennent à dépasser les querelles individuelles, ils peuvent espérer obtenir de bons résultats aux prochaines élections. Et en cas d'échec du centre droit, ils pourraient contribuer à la formation d'une coalition gouvernementale alternative et éventuellement ramener un technicien au Palazzo Chigi, siège du gouvernement.

Quelle posture pour le Parti démocrate ?

Le choix des thèmes de la campagne électorale du Parti démocrate sera décisif. Si le parti se contente d'insister sur le danger souverainiste voire fasciste que représenterait l'avènement de la droite, ses adversaires auront la voie libre pour imposer leurs propres thèmes à l'attention de l'opinion publique et des médias : lutte contre l'immigration, renforcement de la sécurité, baisse des impôts...

Si, au contraire, le PD parvient à élaborer et diffuser un message efficace avec des contenus riches sur des dossiers essentiels comme l'emploi et l'environnement, alors la compétition sera ouverte, et la gauche pour s'emparer de l'espace électoral occupé jusqu'ici par un M5S qui [devrait s'effondrer](#)

[au élections de septembre.](#)

Quant à « Libres et égaux », ce parti sera en alliance avec le PD et pourrait même, à terme, y être officiellement incorporé.

Quel gouvernement, et pour combien de temps ?

En conclusion, les élections de septembre sont loin d'être jouées d'avance. Mais gare aux illusions. La stabilité du gouvernement Draghi, perçue et appréciée surtout en dehors de l'Italie, était en réalité précaire, du fait de la fragilité structurelle de la politique italienne : faiblesse des partis, coalitions instables, système institutionnel rigide construit dans le but de rendre les gouvernements faibles, système électoral inefficace qui ne produit ni représentativité ni stabilité gouvernementale. Autant d'aspects qui sont peu susceptibles de changer dans un avenir proche, rendant ainsi les prochaines coalitions gouvernementales tout aussi instable que celle qui vient de chuter.

Dans le même temps, cette instabilité chronique italienne est limitée par les autres facteurs structurels (positionnement européen et atlantique, contraintes budgétaires, nécessité de mettre en œuvre le Next Generation EU), qui réduisent la marge de manœuvre de tout gouvernement, comme on l'a déjà vu par le passé avec la conclusion anticipée de l'expérience populiste Ligue-M5S de 2018-2019. Le résultat des urnes est donc incertain, et la durée de vie du gouvernement qui en sortira également...< !—> <http://theconversation.com/republishing-guidelines> —>

[Luca Tomini](#), Chercheur qualifié FNRS. Professeur en science politique (ULB), [Université Libre de Bruxelles \(ULB\)](#)

P.-S.

- The Conversation. Publié : 31 juillet 2022, 16:59 CEST.

Cet article est republié à partir de [The Conversation](#) sous licence Creative Commons. Lire l'[article original](#).

- [Luca Tomini](#), [Université Libre de Bruxelles \(ULB\)](#)
- The Conversation est un média indépendant, sous un statut associatif. Avec exigence, nos journalistes vont à la rencontre d'expert•es et d'universitaires pour replacer l'intelligence au cœur du débat. Si vous le pouvez, pour nous soutenir [faites un don](#).